

English
italien español
srpski portugués
العربية Deutsch

Mondialisation.ca
Centre de recherche sur la mondialisation

www.mondialisation.ca Concernant le CRM Contact Devenez membre Magasin en ligne

Le 13 juin 2012

URGENT: L'OTAN prépare une vaste opération d'intoxication

L'armée américaine fait pression pour le déclenchement d'une guerre contre la Syrie

par Chris Marsden

Accueil

Articles Récents

États-Unis

Canada

Amérique latine & Caraïbe

Europe

Afrique subsaharienne

Russie et CEI

Moyen Orient

Océanie

Asie

Guerre USA OTAN

Histoire, société et culture

Crise économique mondiale

Crimes contre l'humanité

Environnement

Pétrole, Gaz de schiste,

Énergie

Transnationales

Pauvreté et inégalités

Militarisation

11 sept. Guerre au

Droits humains et état

Loi et justice

Biotechnologie et OGM

Droits des femmes

Désinformation médiatique

Politique et religion

Nations Unies

Science et médecine

Services de renseignements



Mondialisation.ca, Le 11 juin 2012

wsws.org

Envoyer cet article à un(e) ami(e)

Imprimer cet article

Recherche

Archives

Index des Auteurs

RSS | Ce qu'est le RSS

Visitez notre site web

GlobalResearchTV



0

submit

reddit

63

6

Share

Tweet

Le président du comité des chefs d'état-major des armées des Etats-Unis, le général Martin Dempsey, a dit jeudi à des journalistes que la poursuite par le gouvernement Obama des recherches de solutions diplomatiques en Syrie avait mis les planificateurs du Pentagone dans une situation stratégique difficile.

Se plaignant d'un « manque d'orientation, » il a dit qu'avec des instructions claires pour un changement de régime, « Je peux vous élaborer un plan, et je connais le nombre de divisions, je sais combien d'avions... tout ceci demande. »

C'est la deuxième fois que Dempsey a publiquement menacé de lancer une action militaire. S'exprimant après le soi-disant massacre du 25 mai de plus d'un millier de personnes à Houla, il a déclaré sur la chaîne de télévision Fox News, « Bien sûr, il y a toujours une option militaire (...) nous pourrions y recourir en Syrie à cause des atrocités. »

Le massacre de Houla a immédiatement été imputé au régime de Bachar al-Assad et les bombardements attribués à ses troupes. Toutefois, en l'espace de quelques jours, des enquêtes ont révélé que la plupart des victimes avaient été sommairement exécutées, tuées par arme blanche ou à bout portant. Les forces d'opposition ont rejeté la responsabilité sur la milice Shabiha alaouite pro-gouvernementale tandis que le gouvernement a rejeté la faute sur les terroristes associés à

l'insurrection sunnite qui cherchent à déstabiliser le cessez-le-feu des Nations Unies à la veille de la visite de Kofi Annan en Syrie.

Une fois de plus, Dempsey a utilisé un présumé massacre comme plate-forme pour sa politique belliqueuse, rejoignant un groupe de pression mené par le sénateur John McCain et le sénateur Joe Lieberman, un ancien démocrate, pour demander l'armement direct de l'opposition syrienne et le soutien aérien des Etats-Unis.

Cette fois-ci, le massacre aurait eu lieu mercredi dans le village de Qubair, à 20 kilomètres de Hama. Mais, les détails, tels qu'ils sont disponibles, sont encore plus troubles et soulèvent davantage de questions que ce n'était le cas à Houla. Des rapports initiaux ont fait état d'un nombre de morts allant de 87 à 100, dont plus de la moitié sont des femmes et des enfants. Il aurait suivi le même schéma qu'à Houla – des bombardements massifs précédés par une attaque de la milice Shabiha.

Ce nombre de victimes a depuis été corrigé à la baisse à « au moins 55 personnes, » selon l'Observatoire syrien des droits de l'homme pro-opposition et basé au Royaume-Uni. Les victimes sont, précise-t-il, majoritairement de la même famille Al-Yateem, dont 18 femmes et enfants.

Les images soi-disant de Mazraat al-Qubeir montrent les corps de ce que le cameraman dit être des dizaines de femmes et d'enfants ainsi que les restes de corps calcinés. Un activiste anonyme a affirmé que les corps de 25 à 30 hommes avaient été emportés par les tueurs.

Le gouvernement syrien a une fois de plus rejeté de tels comptes rendus, et porté à neuf le nombre de morts survenus dans la ville reprochant aux groupes terroristes de promouvoir une intervention militaire la veille du rapport de Kofi Annan, du secrétaire général de l'ONU, Ban Ki-moon et du chef de la Ligue arabe, Nabil Elarabi, jeudi à l'assemblée générale des Nations unies. Ce rapport devrait être suivi d'une information à huis clos du Conseil de sécurité de l'ONU.

A l'assemblée générale, le représentant permanent de la Syrie, le Dr Bachar al-Jaafari, a dit que le massacre avait été commis cinq heures avant que des affrontements se produisent et que les images diffusées par Al-Jazeera et Al-Arabiya n'étaient pas celles des victimes du massacre. « Les chaînes de télévision tels des comploteurs ont décidé de diffuser de telles fabrications avant les réunions du Conseil de sécurité, » a-t-il dit.

Al-Jafaari a dit que les habitants de la région avaient affirmé que les tireurs qui avaient commis ce crime étaient venus d'un village voisin. « Ce qui se passe dans certaines parties de la Syrie est un massacre d'une haine injustifiable, mais les pays qui soutiennent les terroristes en facilitant leurs crimes en Syrie sont complices du bain de sang, » a-t-il dit. « Est-ce que des attentats suicides visant la Syrie sont des actes de légitimes défense ? Est-ce-que des attaques contre des hôpitaux, du personnel médical et des écoles sont des aspects démocratiques ? »

Le harcèlement du gouvernement Obama par Dempsey ne reflète pas une divergence fondamentale concernant une différence de stratégie entre le Pentagone et la Maison Blanche. Obama est tout autant un criminel de guerre dont les mains dégoulinent de sang que Dempsey. Le gouvernement veut un changement de régime en Syrie, obtenu en premier lieu par une déstabilisation puis éventuellement par une quelconque forme de guerre par procuration menée par ses alliés, les monarchies du golfe et la Turquie. Mais, il doit affronter et neutraliser l'opposition de la Russie, de la Chine, de l'Inde ainsi que d'autres Etats.

A l'ONU, Annan a déclaré que son propre plan de paix « n'est pas appliqué ». Il a dit au Conseil de sécurité qu'il était temps de brandir la menace de « conséquences claires » si Assad ne mettait pas fin au conflit, en précisant aux journalistes que d'autres actions devaient être envisagées, « si ce plan ne fonctionnait pas ou si nous décidions que ce n'était pas la bonne manière de procéder. »

Ban Ki-moon a lui aussi accusé le régime Assad. « Il est évident depuis de nombreux mois que le président Assad et son gouvernement ont perdu toute légitimité, » a-t-il dit. « La traînée de sang remonte aux responsables. »

Au moment où l'ONU se réunissait à Washington, le secrétaire d'Etat américain au Trésor, Timothy Geithner, accueillait des représentants de 55 pays dans le but d'imposer des sanctions punitives additionnelles qui obligeraient l'élite patronale syrienne à laisser tomber le régime. « Des sanctions fermes feraient comprendre au monde des affaires syrien et aux autres partisans du régime que leur avenir restera sombre tant que le régime d'Assad restera au pouvoir, » a-t-il dit.

Mercredi, à Istanbul, la secrétaire d'Etat américaine, Hillary Clinton, a participé à un mini-sommet des « Amis de la Syrie » des ministres des Affaires étrangères et des envoyés de 16 pays européens, turcs et arabes pour discuter de leurs plans en vue d'un changement de régime. Clinton a insisté pour dire qu'Assad devait partir et « transférer le pouvoir » à un « gouvernement représentatif transitoire ». Sa proposition vise à s'assurer le soutien de Vladimir Poutine de Russie en vue d'un changement de régime négocié tel celui organisé au Yémen.

Bien qu'un tel dénouement ne soit pas exclu, Moscou reste pour le moment opposé à ce qu'elle reconnaît être une tentative américaine de rallier la Syrie dans son orbite, d'isoler l'Iran et d'assurer son hégémonie incontestée sur le Moyen-Orient aux dépens de la Russie et de la Chine.

Jeudi, le porte-parole russe du ministère des Affaires étrangères, Alexander Loukachevich, a dit au sujet du massacre signalé à Qubair, « Il ne fait pas de doute que certaines forces ont une fois de plus recouru à des provocations brutales et méprisables pour contrecarrer le plan de Kofi Annan. »

« Il est impératif que les acteurs étrangers qui participent au règlement du problème syrien utilisent leurs canaux pour influencer les groupes d'opposition armés dont la récente recrudescence des activités et des appels en faveur d'une intervention extérieure contredisent ce plan, » a-t-il poursuivi.

La Russie et la Chine ont tous deux réitéré à l'ONU leur opposition à une intervention militaire, et le vice-ministre chinois des Affaires étrangères, Cheng Guoping, a déclaré, « Vous ne pouvez pas dire, parce que vous n'aimez pas le système d'un pays, qu'il faut chercher les moyens de renverser son gouvernement. »

Le représentant russe à l'ONU, Vitali Chourkine, s'est opposé à une pression unilatérale sur la Syrie et à des sanctions, en demandant au lieu de cela que cesse vivement l'approvisionnement en armes et en argent à l'opposition.

Moscou et Beijing ont été soutenus par l'Inde dont le représentant Hardeep Singh Puri a exprimé sa préoccupation face aux attaques croissantes à la fois contre les civils et les forces de sécurité.

Le ministre russe des Affaires étrangères, Sergueï Lavrov, a dit mercredi aux journalistes à Beijing que Moscou proposait de convoquer une conférence internationale pour tenter de persuader tous les groupes d'opposition syriens de mettre un terme à la violence et de s'asseoir à la table des négociations. Ceci impliquerait les membres permanents du Conseil de sécurité de l'ONU, la Turquie, l'Iran, la Ligue arabe, l'Organisation de coopération islamique et l'Union européenne.

Il bénéficie du soutien de l'Organisation de coopération de Shanghai (OCS) qui comprend la Russie, la Chine et les pays d'Asie centrale, l'Ouzbékistan, le Kirghizistan et le Kazakhstan ainsi que le Tadjikistan qui a réclamé jeudi un règlement négocié du conflit syrien en rejetant toute « passation de pouvoir par la force ». Outre une coopération économique, l'OCS s'est engagé à une coopération militaire, à un partage des renseignements et à des opérations de contre-terrorisme. Son intervention dans la crise syrienne est un nouveau signe qui montre que la poussée des Etats-Unis pour un changement de régime risque d'amplifier la guerre dans la région.

Article original paru en anglais, [WSWS](#), le 9 juin 2012

Articles de Chris Marsden publiés par Mondialisation.ca



Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que l'auteur et ne reflètent pas nécessairement celles du Centre de recherche sur la mondialisation.

Pour devenir membre du Centre de recherche sur la mondialisation

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission d'envoyer la version intégrale ou des extraits d'articles du site www.mondialisation.ca à des groupes de discussions sur Internet, dans la mesure où les textes et les titres ne sont pas modifiés. La source doit être citée et une adresse URL valide ainsi qu'un hyperlien doivent renvoyer à l'article original du CRM. Les droits d'auteur doivent également être cités. Pour publier des articles du Centre de Recherche sur la mondialisation en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez : crgeditor@yahoo.com

www.mondialisation.ca www.mondialisation.ca contient du matériel protégé par les droits d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif et est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par les droits d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur de ces droits.

Pour les médias : crgeditor@yahoo.com

© Droits d'auteurs Chris Marsden, wsws.org, 2012

L'adresse url de cet article est : www.mondialisation.ca/index.php?context=va&aid=31369

[Privacy Policy](#)

© Copyright 2005-2009 Mondialisation.ca
Site web par [Polygraphx Multimedia](#) © Copyright 2005-2009